

déficits, le renoncement à une politique d'inflation et l'établissement d'un niveau stable des prix à l'intérieur de chaque pays. Cet organisme estime qu'il convient tout d'abord de reconnaître que la politique intestine d'un pays se répercute directement sur sa balance des comptes. Dans ce domaine, voici ce que dit le rapport du sous-comité publié en février 1953: "Le rétablissement de la convertibilité ne constitue pas un but en soi; il découlera naturellement de la restauration, dans chaque pays, de l'équilibre général intérieur; entrepris avec les garanties voulues, il permettra par ailleurs d'éliminer le péril de crises périodiques et fera renaître la confiance dans la monnaie,—contribuant ainsi à la formation de l'épargne et à un essor des placements fructueux."

La Chambre internationale de commerce estime que nombre de nations ont progressé assez loin dans la voie du rétablissement de leur stabilité interne; mais elle pense aussi que certains problèmes font encore obstacle à la mise en œuvre efficace de la convertibilité.

Un des aspects de la question, c'est que, dans bien des pays, les dépenses publiques sont encore trop élevées; dans certains cas, elles se montent à 35 ou même à 45 p. 100 du revenu national et sont employées aux fins de placements de fonds d'État dans les domaines de l'habitation, du bien-être, des industries nationalisées et ainsi de suite. De semblables dépenses publiques risquent non seulement de provoquer des déficits budgétaires mais encore d'accabler les contribuables d'un fardeau fiscal écrasant; en conséquence, pour reprendre les termes mêmes du rapport cité: "L'esprit d'entreprise se meurt, les prix de revient augmentent et on voit se tarir le flot de l'épargne".

Une autre difficulté est l'existence des restrictions et des barrières douanières faisant obstacle au flot naturel des échanges commerciaux, à l'échelle mondiale; je voudrais pouvoir ici citer un long extrait du rapport:

Tout d'abord, il y a les restrictions imposées plus ou moins à bon droit pour des motifs de balance des comptes, par des pays qui se sont trouvés dans une situation particulièrement critique. Au cours de la période de transition, ils ont pu recourir à des restrictions au commerce, surtout à titre de mesures d'urgence; toute administration a tendance à tenir compte des effets immédiats plutôt que lointains. Toutefois, on a prouvé surabondamment qu'une réduction des importations n'a pas pour conséquence nécessaire une réduction des dépenses; le seul effet que de telles mesures entraînent, est le détournement de l'argent vers les marchés intérieurs, amenant un accroissement de la consommation des denrées et des services offerts sur place, denrées et services ainsi détournés en partie des marchés d'exportation. En outre, nul pays ne peut vraiment connaître la valeur réelle de sa monnaie tant qu'il maintiendra des restrictions rigoureuses à l'importation, car celles-ci entravent le fonctionnement normal des marchés. Le retour à la convertibilité sans une libération des échanges commerciaux, serait une farce pure et simple; rien ne permet de supposer que cette donnée élémentaire n'a pas été compris; un flot abondant d'échanges commerciaux et une liberté économique suffisante, représentent les seules bases sur lesquelles on puisse espérer asseoir une monnaie plus saine.

Mais les restrictions imposées pendant la guerre dans un dessein d'ordre monétaire ne sont pas les seules barrières s'opposant au flot naturel des échanges commerciaux; il existe en outre les murailles douanières classiques, parmi lesquelles les tarifs douaniers des États-Unis jouent un rôle de premier plan, dans le domaine de la convertibilité des devises étrangères en dollars. Heureusement, l'opinion publique aux États-Unis (même dans les cercles industriels importants) commence à exiger des réductions substantielles des droits existants, et elle commence à comprendre qu'il est essentiel pour une nation créancière d'ac-